

28 MARS



**STRASBOURG
BORDEAUX
CLERMONT-FERRAND
DIJON - RENNES
ORLÉANS
BESANÇON - LILLE
PARIS - NANCY
CAEN - TOULOUSE
MARSEILLE
ANGERS
SAINT-QUENTIN
LYON**

CONTRE LA GUERRE ET POUR LA TERRE

ZOOM

Quel paysage
politique après les
municipales?

Page 3

INTERNATIONAL

Ukraine. Enfants
déportés... les crimes
de Poutine

Pages 4

ARGUMENTS

Tunisie - 1956-2026,
70 ans après
l'indépendance

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec les travailleurEs et
patientEs d'un centre de santé
communautaire menacé de fermeture

Page 8

Édito

Le peuple vivant et le racisme

Par **MONIRA MOON**

«**S**aint-Denis, c'est la ville des Rois et du peuple vivant». Dimanche 15 mars, alors qu'il vient d'être élu maire de Saint-Denis dès le premier tour, le nouvel édile donne sa première interview et reprend une manière usuelle de désigner la ville. Très vite, des comptes d'extrême droite déforment ses propos et l'accusent de séparatisme.

«Vous avez qualifié Saint-Denis de ville des noirs», c'est avec cette phrase lancée par Apolline de Malherbe sur RMC à Bally Bagayoko que prend de l'ampleur la campagne médiatique raciste contre lui et plus généralement contre les maires non blancs fraîchement élus.

Avant cela, une cabale raciste avait été orchestrée par des opposants au candidat, notamment le maire socialiste de Saint-Denis, Mathieu Hanotin, qui avait émis l'hypothèse d'un appel des narcotrafiquants et des «petits dealers» à voter pour Bally Bagayoko, le candidat de la liste commune LFI-PCF.

Là où l'on pouvait voir un basketteur, un entraîneur et un cadre de la RATP, membre de La France insoumise et candidat de la liste commune LFI-PCF, devenir maire de la deuxième ville d'Île-de-France, les négrophobes n'ont vu qu'un noir, auquel ils ont associé volontiers des stigmates de séparatisme et de collusion avec la délinquance.

Ce mécanisme structure le débat public : les quartiers populaires sont dits «communautaires»; les militantEs antiracistes sont accusées de «racisme»; les victimes du racisme sont renvoyées à une supposée responsabilité. L'extrême droite donne souvent l'impulsion, mais des éditorialistes, responsables politiques et médias alimentent en permanence ce climat raciste.

Le racisme structurel, qui traverse les institutions, les médias et le champ politique, se manifeste avec d'autant plus de violence lorsque les classes populaires et les minorités accèdent à des positions de pouvoir.

Tel est pourtant le peuple vivant. Il est urgent de détruire ce système raciste.

Bien dit

Jamais la laïcité n'a supposé la neutralité des élus

NICOLAS CADÈNE, ancien rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, conteste le 21 mars dans une tribune au Monde une décision de justice validant l'interdiction aux éluEs de Chalon-sur-Saône de porter le voile en conseil municipal. Il rappelle que les éluEs ne sont pas des agentEs de l'administration, mais des représentantEs du peuple. Le comité NPA-A Bourgogne a également réagi à cette décision islamophobe : bit.ly/chalonshijab

Journée de la terre, journée de lutte pour la Palestine

À l'occasion de la Journée de la Terre, le 30 mars, les mobilisations du 28 mars s'inscrivent dans une histoire longue de résistance palestinienne face à la dépossession et à la répression. Alors que la guerre et les politiques coloniales s'intensifient à Gaza, en Cisjordanie et au Liban, elles rappellent l'urgence de la solidarité internationale.

La Journée de la Terre, le 30 mars, renvoie à un moment central de l'histoire palestinienne : en 1976, une grève générale éclate en Palestine historique contre la confiscation de terres appartenant à des Arabes par l'État d'Israël. C'est la première mobilisation de masse des PalestinienNEs dans les territoires de 48, où ils et elles sont censés être «égaux». Les terres visées se situent notamment à Sakhnin, Arraba et Deir Hanna, dans le cadre de la politique de «judaïsation de la Galilée». Ce jour-là, six PalestinienNEs non armés sont tués par les forces israéliennes lors de manifestations. Près de 50 ans plus tard, les PalestinienNEs sont toujours là et continuent de lutter contre la confiscation des terres et la répression sanglante de l'État israélien.

Mobilisation nationale le 28 mars

Les manifestations régionales du 28 mars prochain constituent un moment clé pour rappeler au monde entier la lutte légitime du peuple palestinien pour la terre face à un État colonisateur et génocidaire. Elles soulignent que la politique d'expropriation se poursuit en Cisjordanie comme à Gaza, tandis que des centaines d'attaques, sous forme de pogroms, frappent des villages au nord près de Naplouse et au sud à Massafer Yatta et Hébron. Certaines ont consisté à incendier des maisons avec leurs habitantEs à l'intérieur.



Elles rappellent l'ampleur du génocide à Gaza : l'aide arrive toujours au compte-goutte et les GazaouiEs vivent sous la menace constante des bombardements et des tirs meurtriers. Selon une étude récente, «à Gaza, plus d'un million d'enfants ont besoin de services de santé mentale et de soutien psychosocial», soit presque l'ensemble des moins de 18 ans. Ainsi, 96 % des enfants estiment leur mort imminente, signe de l'intensité de la peur et du traumatisme vécus au quotidien. Environ 61 % des enfants et adolescentEs souffrent de syndrome de stress post-traumatique, 38 % de dépression et 41 % d'anxiété. La situation

est tout aussi alarmante chez les adultes, dont un sur cinq envisage le suicide quasi quotidiennement. Il s'agit d'une crise de santé mentale majeure, largement négligée, dans un contexte où l'humanité des PalestinienNEs est sans cesse remise en cause. Mais l'État israélien a étendu ces politiques au-delà de la Palestine historique. Profitant de la guerre contre l'Iran et invoquant la menace du Hezbollah, il applique au Liban les mêmes logiques qu'à Gaza : destruction et rasage de villages entiers au sud du pays, en empêchant les habitantEs d'y retourner. Les infrastructures de santé sont

À la Une

également ciblées, en particulier les soignantEs : près de 40 ont été tués depuis le début de la guerre, souvent lors d'attaques «en double». Les secouristes du Sud-Liban expliquent devoir dormir seulEs dans leurs véhicules, s'éloigner les unEs des autres et limiter leurs équipes à deux ou trois personnes pour ne pas devenir des cibles.

Amplifier l'érosion du soutien à Israël

Pourtant, après l'Assemblée générale de l'ONU et le Conseil de sécurité, ce sont les pays du G7 qui dénoncent les attaques «inacceptables» de... l'Iran contre des pays abritant des bases américaines. Le monde à l'envers : les agresseurs ne sont même pas mentionnés. Seule l'Espagne, par la voix de son Premier ministre, n'a pas participé à ce concert de soutien à l'entreprise meurtrière israélo-étatsunienne. Si la majorité des pays de l'ONU ont condamné les bombardements iraniens, le soutien international à la guerre contre l'Iran et, plus largement, à l'impérialisme apparaît de plus en plus fragilisé.

Bien que fidèle soutien à la politique génocidaire d'Israël, l'Allemagne a abandonné son intervention à la Cour internationale de justice, tandis que plusieurs pays ont rejoint l'Afrique du Sud dans la procédure pour génocide. Pourtant, malgré les crimes de guerre commis au Liban, la France continue de soutenir l'État israélien, faute de pressions suffisantes.

La Palestine et la lutte contre l'impérialisme israélien restent plus que jamais à l'ordre du jour, dans un combat qui dépasse largement la région. La dynamique génocidaire et impériale à l'œuvre risque de servir de modèle contre d'autres peuples en lutte. La Journée de la Terre est celle de la solidarité internationale : soyons nombreux le 28 mars en manifestation.

Édouard Soulier

L'Anticapitaliste

Vous recevez notre presse en retard ?

Nous constatons des délais anormaux dans la distribution de notre presse papier. Il s'agit de retards dus à l'acheminement du journal par La Poste. Normalement, vous devriez recevoir notre hebdomadaire le vendredi, au pire le samedi matin. Plusieurs de nos lecteurs et lectrices nous signalent le recevoir le lundi, voire le mardi, ou même ne pas le recevoir du tout.

Nous sommes en train de monter un dossier de réclamation auprès de La Poste. Pour cela, nous avons besoin d'informations et nous faisons appel à vous.

Si vous recevez notre presse en retard, vous pouvez nous écrire à diffusion@lanticapitaliste.org en indiquant votre adresse, la date de réception et, dans la mesure du possible, la date qui figure sur l'enveloppe («déposé le XX»).

Nous faisons de notre mieux pour régler le problème.

L'équipe de diffusion de l'Anticapitaliste

Quel paysage politique après les municipales ?

Les municipales 2026 confirment une recomposition politique : progression de l'extrême droite, rapprochement accéléré des droites, affaiblissement du macronisme, implantation locale de LFI et divisions persistantes à gauche.

MUNICIPALES 2026 Progrès de l'extrême droite et avancée de l'union des droites

Les municipales confirment une dynamique : progression et enracinement du RN, affaiblissement du macronisme, recomposition accélérée des droites.

Outre l'abstention, la première donnée, ce sont les scores de l'extrême droite. Le RN visait à s'ancren encore davantage localement en doublant le nombre de ses listes par rapport à 2020.

La fascisation avance aussi par les urnes

Il a effectivement progressé, multiplié les victoires dans les villes entre 10 000 et 50 000 habitantEs, tout en se renforçant dans ses bastions et en élargissant géographiquement son implantation. L'extrême droite l'emporte dans 62 communes, dont 29 dès le premier tour. La victoire de l'allié Ciotti à Nice, la cinquième ville de France, est un sinistre événement. La progression du RN dans les conseils municipaux le met en position de force pour les sénatoriales à venir. Ce n'est peut-être pas le raz-de-marée qu'on pouvait craindre, et l'échec du RN à gagner à Toulon en est une illustration. Mais dans un contexte de banalisation des idées racistes et de normalisation des groupuscules fascistes, ces résultats constituent un signal



d'alarme sur un possible basculement en 2027. La séquence qui a suivi la mort de Quentin Deranque en a donné un avant-goût : inversion des valeurs, remise en cause de l'antifascisme, offensives menées par la droite et la macronie, parfois relayées jusque dans une partie de la gauche, notamment socialiste, contre LFI.

La droite polarisée par le RN

À Nice, l'absence de consigne de vote de Retailleau pour départager le fasciste Ciotti et la droite extrême d'Estrosi illustre une dynamique d'union des droites en cours de concrétisation. On l'a vu aussi à Paris, avec le retrait de Knafo en faveur de Dati. Du côté du RN, le choix est clair, comme l'illustre l'appel de Bardella à la fusion avec les « listes de droites sincères ». Du côté de LR, le choix n'est pas encore officiel et national, mais la tendance est de plus en plus lourde. Car si la droite classique continue de dominer les villes de plus de 3 500 habitantEs, elle est en recul. En pratique, lorsqu'il est devant, le RN bénéficie d'un transfert de voix de la droite.

Ce scrutin marque bien la décomposition et la décrépitude du macronisme. La victoire de Renaissance à Bordeaux ou Annecy est l'arbre qui cache la forêt de son déclin. Horizons tire son épingle du jeu, et Édouard Philippe se sent conforté dans son destin présidentiel. Mais c'est avec un ancrage à droite, voire très à droite, que les candidatEs issuEs du macronisme font de bons scores. **OLL**

Mettons-nous au clair et convenons que, dans ces résultats contrastés, on peine à ce stade à tirer un bilan global précis.

Des résultats contrastés

Le PS garde ses principaux points d'appui dans la capitale et dans les grandes métropoles régionales (Paris et Marseille bien sûr mais aussi Nantes, Rennes, Montpellier, Lille), prenant même Saint-Étienne ou Pau... tout en perdant Saint-Denis, Brest ou Clermont-Ferrand. Les Écologistes, eux, parviennent certes à sauver Lyon... mais perdent Bordeaux, Strasbourg, Annecy, Besançon ou Poitiers. Le PCF garde une grande majorité de ses 600 communes, gagnant même Aubagne et Nîmes, mais en perd une quarantaine ! Enfin, parti d'à peu près rien, La France insoumise peut savourer sa percée, mais le second tour est loin d'avoir porté tous ses fruits. Sont acquises Roubaix, Saint-Denis, Vénissieux, Vaux-en-Velin, La Courneuve, Creil... Mais Toulouse et Limoges marquent bien les limites symboliques du possible rassemblement de toute la gauche derrière LFI. Et à l'exception de Roubaix (gagnée contre la droite centriste), l'installation de LFI se fait essentiellement sur fond d'usure

GAUCHE L'unité dégradée

Tous gagnants, tous perdants ? Depuis dimanche soir, entre « analyses » orientées et anathèmes, les représentantEs des différentes sensibilités de la gauche se renvoient la balle afin de démontrer que les résultats valident la justesse de leurs orientations respectives en vue de la présidentielle...

du PS et du PCF municipaux, pas en faisant reculer les positions de la droite ou du RN.

Divisions et contradictions

Ces municipales ont eu lieu au moment où les contradictions au sein de la gauche étaient à leur paroxysme. Refus de censurer le gouvernement par le PS, campagne contre LFI accusée de soutenir la violence politique après la mort du néo-nazi Quentin Deranque, retour du procès en antisémitisme, etc. C'est dans ce contexte chauffé à blanc que la direction nationale du PS a donné le la, refusant dans une irresponsabilité totale tout accord incluant LFI, participant ainsi largement à la chasse orchestrée par la droite, l'extrême droite et leurs relais médiatiques contre la gauche de rupture. Dès lors, on ne s'étonnera donc pas que, suite aux revirements des représentantEs locaux

de ce même PS, les accords municipaux d'entre-deux-tours incluant LFI n'aient pas tous porté leurs fruits. De ce point de vue, à Toulouse, c'est autant l'activité plus ou moins souterraine de la gauche Delga que les calomnies ignobles venues de la droite Moudenc qui peuvent expliquer l'échec de la liste Piquemal à s'emparer de la mairie. Quoi qu'il en soit, à ce stade, c'est bien l'aspiration unitaire de rassembler la gauche contre l'offensive de l'extrême droite qui est abîmée. Cela d'autant plus que le « dédagisme » qui a visé en particulier plusieurs municipalités sortantes de la gauche PS ou écolo ne doit pas nous faire oublier qu'entre rupture et accompagnement du système, la cohabitation entre deux orientations contradictoires au sein de la gauche continue de travailler ses divisions.

Manu Bichindaritz

VIE DU NPA-A Quel bilan de notre stratégie unitaire ?

Pour le NPA-A, la séquence des municipales a permis de mettre en place notre stratégie unitaire, à la fois en lutte contre la droite et l'extrême droite mais aussi pour la défense de programmes radicaux et utiles à notre camp social.

Concernant l'unité d'abord, nous avons fait la démonstration de notre volonté de construire des regroupements larges, incluant les collectifs locaux de citoyenEs engagéEs dans la défense des droits fondamentaux, implantés dans notre camp social pour lutter contre la précarité, le mal-logement, le racisme... Les réseaux de luttes auxquels nous participons et que nous contribuons à construire ont aussi été partie prenante de ces listes qui n'étaient pas que des cartels de partis. Si nous n'avons pas (à quelques rares exceptions) été

l'arbitre de ces rassemblements, nous avons largement pris part à leur construction. Cette unité, il nous a fallu également l'alimenter face aux attaques continues de la sphère politico-médiatique contre LFI — et nous pouvons affirmer avoir été les plus solidaires de la classe politique sur ce sujet. Ainsi, notre démarche unitaire a participé à retrouver le souffle à l'origine du NFP, qui avait trouvé un écho marqué dans les quartiers populaires et dans une partie de notre camp social. Concernant les programmes ensuite, nous avons souvent

fait passer des blocs de mesures sociales fortes pour la protection et l'accompagnement des plus précaires, des personnes migrantes, ainsi que sur les droits fondamentaux. Face à la tentative forte d'ancrage local de LFI dans ces élections, cette question de programme de rupture (et, dans une moindre mesure, celle des placements sur les listes) a donné lieu à des débats importants dans lesquels nous avons su tenir notre ligne politique (union sans reniement). Sans aborder les questions de fusion d'entre-deux-tours

pour battre la droite et l'extrême droite et dont l'analyse ne peut se passer d'une observation au cas par cas, nous concluons en rappelant que, pour nous, ces municipales ont aussi été un espace de construction de collectifs de résistance antifascistes et contre les politiques de la droite réactionnaire : ils seront des points d'appui primordiaux pour les présidentielles de 2027 et également pour organiser les luttes dans les municipalités.

Johnny Alençon

Lire également page 7 les premiers bilans de nos campagnes locales.

No comment

Il faut très vite que nous nous remettions à parler de la France aux Français

GABRIEL ATTAL, numéro 1 du groupe parlementaire et du parti macronistes à l'Assemblée, n'a pas pu aligner les mots « la France aux Français » par accident. La référence à ce slogan, utilisé depuis la fin du 19^e siècle par l'extrême droite française, constitue un énième appel du pied du camp présidentiel à l'électorat le plus raciste.

Agenda

Jeudi 26 mars, réunion de présentation du Manifeste pour une révolution écosocialiste avec Christine Poupin, Lyon (69). À partir de 18 h 30 à la Maison de l'Écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon.

Jeudi 26 mars, projection-débat Le chemin de la liberté sur les anarchistes ukrainienNEs et biélorusses combattant en Ukraine, Paris (75). À partir de 19 h 30 à l'EDMP, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.

Samedi 28 mars, Samedi 28 mars 2026, journée nationale de mobilisation en solidarité avec la Palestine. À Paris, 14 h Bastille. À Caen, 15 h place du Théâtre. À Clermont-Ferrand, 15 h place de Jaude.

Dimanche 29 mars, manifestation «Un logement pour tousEs», Paris (75). À 15 h, place de l'Hôtel-de-Ville.

Dimanche 29 mars, Journée de la terre avec trois voix de Palestine: Rania Madi, Sbeih Sbeih et Salah Amouri, Montreuil (93). À 16 h à l'AÉRI, 57, rue Étienne-Marcel.

Mardi 31 mars, soirée-débat «Guerres impérialistes, pillage capitaliste, autoritarisme et montée du fascisme... on n'en veut pas!», Grenoble (38) À 19 h, salle Île Verte, 37, rue Blanche-Monier à Grenoble. Tram B et D.

Mercredi 1^{er} avril, Conférence - discussion «Gaza, une guerre coloniale» avec Stéphanie Latte Abdallah, Dun-les-places (58). À partir de 18 h 30, salle culturelle. Entrée libre.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



GAMBIE Contre les mutilations génitales féminines

Parce que, pour la première fois, des condamnations ont eu lieu, les lobbys conservateurs et religieux se mobilisent contre la loi de 2015 qui pénalise les mutilations génitales féminines (MGF).

Un bras de fer juridique est en train de se dérouler en Gambie, petite langue de terre anglophone d'Afrique de l'Ouest enclavée dans le Sénégal. La Cour suprême doit se prononcer dans quelques jours sur la levée de l'interdiction des mutilations génitales féminines (MGF).

Offensive réactionnaire

Le 4 mars 2024, le député Almameh Gibba a déposé une série d'amendements visant à abolir le Women's (Amendment) Act de 2015 qui pénalise les MGF. Discuté en première, puis en seconde lecture, le texte a finalement été rejeté le 15 juillet 2024, une majorité de députés se prononçant pour le maintien de la loi en l'état. Celle-ci prévoit des amendes et/ou des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans à l'encontre de quiconque se rend coupable ou complice d'excision.

De nouveau, Gibba, accompagné de l'imam Abdoulie Fatty, s'est rendu à la Cour suprême pour déposer un recours, en avançant les mêmes arguments : la loi ne pourrait restreindre ni la liberté des familles de suivre les traditions, ni celle de se conformer aux obligations religieuses qu'imposerait l'islam. Or cette religion ne prescrit nullement les MGF. Il s'agit bien d'une volonté de contrôle de la sexualité féminine et, plus largement, du corps des femmes.

Mobilisation régionale

Si le lobby patriarcal et réactionnaire s'est réveillé en 2024 pour contester une loi adoptée il y a plus de dix ans, c'est que des condamnations commencent à être prononcées. Le dernier cas en date concerne la mort d'une nouveau-née des suites d'une hémorragie liée à une excision. La loi de 2015 n'avait en réalité jamais été appliquée jusque-là, en raison des pressions sociales imposant le silence autour de ces pratiques, conjuguées à l'absence de volonté politique, qui ont conduit au classement sans suite des rares dossiers par la police.

Les organisations féministes et de défense des droits humains, à l'échelle régionale, ont mené une vigoureuse campagne pour défendre l'intégrité physique des jeunes filles. L'enjeu est de taille : si la Cour suprême rendait un avis favorable à la dépénalisation des MGF, un risque d'effet domino pourrait se produire dans les pays voisins, où la défense des traditions reste un prétexte commode pour mener une offensive contre les droits des femmes. Au Sénégal, la crainte est grande que des familles, pour contourner l'interdiction des MGF dans leur pays, se rendent en Gambie. Comme le souligne la militante féministe gambienne Fatou Diagne Senghor, lorsqu'il y a des condamnations, elles visent presque exclusivement des femmes — l'exciseuse et la mère — épargnant le père, pourtant considéré comme « chef de famille ». Certes, une loi seule ne suffira jamais à éradiquer cette pratique sans un travail de persuasion auprès des communautés, des chefs coutumiers et des institutions religieuses. Elle n'en demeure pas moins un levier essentiel dans cette lutte.

Paul Martial

À Lire sur le site



César Chávez, figure emblématique des droits civiques et du mouvement syndical, était aussi un violeur,
par Dan La Botz



Italie: la victoire écrasante au référendum constitutionnel dit NON au projet autoritaire de Meloni,
par Hélène Marra

L'accusation est grave. Si la restitution des enfants indûment retardée est un crime de guerre, leur déportation, leur transfert illégal et leur disparition forcée sont qualifiés de crimes contre l'humanité. Les 1205 cas directement documentés sont représentatifs d'un phénomène systématique et généralisé. Le gouvernement de Kyiv évalue à au moins 20 000 enfants ukrainienNEs emmenés de force depuis le début de l'invasion russe en 2022.

Un crime contre l'humanité

La Russie affirme avoir déplacé ces enfants pour les mettre à l'abri des hostilités et de l'influence néfaste de l'Occident. Moscou présente comme humanitaire un processus administratif, éducatif et idéologique de russification illégal aux yeux du droit international.

Placés dans des orphelinats, les enfants sont confiés à des familles d'accueil russes ou adoptés, sans le consentement des parents ukrainienNEs. La citoyenneté russe leur est octroyée, rendant leur rapatriement juridiquement difficile, car la Russie les considère comme relevant de son droit interne. Cette pratique, qui rend les transferts irréversibles, constitue un élément clé du crime de déportation.

Dans les établissements scolaires, l'usage de la langue ukrainienne est découragé ou interdit. Les noms, prénoms ou dates de naissance de certains enfants sont modifiés dans les registres.

UKRAINE Enfants déportés... les crimes de Poutine

Le rapport de la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU du 10 mars 2026 confirme que les autorités russes ont « déporté et transféré illégalement des enfants » depuis les zones occupées d'Ukraine vers la Russie.



Les contacts avec les familles ukrainienNEs sont surveillés ou totalement interrompus.

Une intention génocidaire ?

Ces pratiques violentes, sous l'autorité directe du président russe, sont suffisamment documentées pour que la Cour pénale internationale émette dès 2023 des mandats d'arrêt

visant Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, commissaire russe aux droits de l'enfant, pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

Ces transferts n'étaient pas qualifiés d'actes de génocide, commis avec la volonté spécifique de détruire tout ou partie d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux en tant que

tel. La naturalisation forcée, le changement d'identité, l'endoctrinement des enfants renforcent l'accusation de génocide, confortée par les discours de Poutine, des responsables et des idéologues proches du Kremlin. Ils justifient la guerre en niant l'existence de la nation et du peuple ukrainiens. Le droit international considère cette volonté d'effacement comme un signal d'alerte majeur. Le Bureau du Procureur de la CPI peut requa- lifier les transferts forcés d'enfants, à condition d'en apporter la preuve, indispensable pour que les juges puissent délivrer un nouveau mandat d'arrêt sur cette base.

La réintégration des athlètes russes et biélorusses aux Jeux paralympiques de Crans-Montana et la réouverture du pavillon russe à la biennale d'art contemporain de Venise sont de très mauvais signaux de tolérance aux crimes du Kremlin. Exigeons le retrait total des troupes russes et le retour sans conditions de tous les enfants ukrainienNEs.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA

ASIE DU SUD L'empreinte de la génération Z sur les législatives népalaises

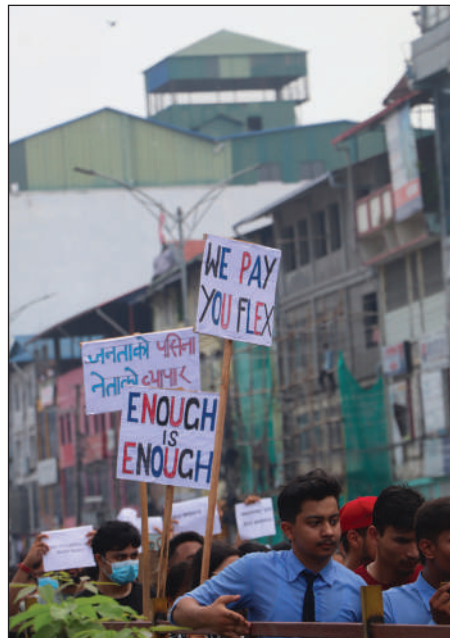
Le 5 mars dernier, des élections législatives anticipées se sont tenues au Népal, à la suite du renversement du gouvernement lors des mobilisations monstres de septembre 2025. Après l'avoir été dans la rue, le rejet de l'ancien pouvoir a été confirmé dans les urnes, avec éclat.

Le parlement est composé de deux chambres : l'Assemblée nationale et la Chambre des représentants, celle qui vient d'être renouvelée, où 275 députés sont élus pour un mandat de cinq ans, par scrutins uninominaux à un tour dans 165 circonscriptions locales, et 110 sièges sont pourvus à l'échelle nationale à la proportionnelle (seuil électoral de 3 %).

Un bouleversement électoral

Le grand gagnant des élections est le Rastriya Swatantra Party (RSP, Parti national indépendant, centriste). Il a été assez profondément remodelé. Balendra Shah (34 ans), devenu maire de Katmandou, la capitale, en 2022, dans la foulée des mobilisations populaires, l'a intégré en tant que candidat au poste de Premier ministre. Les résultats définitifs des élections ne sont pas encore confirmés, mais le RSP aurait recueilli 44 % des voix et emporté 182 sièges.

Les grands perdants du scrutin sont les partis communistes qui se sont succédé au pouvoir, avec le Parti du Congrès, depuis la fin de la lutte armée, en 2006. Ils se sont laissés coopter et corrompre, jusqu'à bloquer sine die le processus de normalisation démocratique du régime au profit du clientélisme. La personnalité la plus connue de ces mouvements est K. P. Oli. Il avait été triomphalement élu en 2022. Il est aujourd'hui sèchement battu dans sa circonscription. Son parti n'emporte que



Manifestation de la Génération Z contre le gouvernement à Chitwan au Népal, le 8 septembre 2025. © WIKIMEDIA COMMONS

13 % des voix (25 sièges). Le PC népalais obtient, lui, 7 % et 9 sièges.

Balendra Shah (Balen) deviendra, sauf gros imprévu, Premier ministre. Il fut un rappeur très populaire parmi la jeunesse et les milieux défavorisés. Novice en politique, il a percé lors de sa conquête surprise de la mairie de Katmandou, où il s'est présenté en candidat indépendant. Il a une formation

universitaire en génie civil. Son bilan à la tête de la capitale ne fait pas l'unanimité à gauche, mais il a soutenu, en 2025, la Gen-Z et a appelé à la dissolution du Parlement.

Une situation politique instable

80 partis se sont présentés aux législatives, qui ont eu un taux de participation de 60 % (18,9 millions de votantEs). La situation institutionnelle s'avère aujourd'hui très complexe. Le Parlement (la Chambre des ReprésentantEs) est renouvelé, mais il n'en va pas de même de l'Assemblée nationale et des assemblées provinciales, si bien que le Président et les chefs de province restent en place. On est entré, en ce domaine, dans une période de transition jusqu'aux prochaines élections générales.

Dans l'ensemble, la situation est particulièrement instable. Les formations politiques sont traversées par des conflits de générations. Le processus de constitution de nouvelles organisations (réellement) de gauche n'est probablement qu'embryonnaire. Balendra Shah promet d'importantes mesures sociales et une réforme institutionnelle, mais il fait aussi preuve d'un nationalisme affirmé dans un pays qui a besoin de fédéralisme.

Ce petit État himalayen est sous les pressions croisées de grandes puissances concurrentes. Pékin, New Delhi et Washington ont toutes félicité le nouveau Premier ministre pour son élection, mais n'en pensent pas moins au profit qu'elles peuvent tirer de l'instabilité actuelle. Les élections législatives constituent un tournant majeur, mais qui ne fait qu'ouvrir un nouveau chapitre d'une histoire indécise.

Pierre Rousset

HISTOIRE Tunisie - 1956-2026, 70 ans après l'indépendance

Le 20 mars 1956, Pierre Mendès France signe le traité du Bardo qui accorde l'indépendance à la Tunisie après presque 75 ans de règne colonial de l'empire français.

Mais au printemps 2026, 70 ans après, l'État tunisien a décidé, sous de faux prétextes, d'emprisonner Saadia Mosbah à 8 ans de prison. Militante infatigable des droits des migrantEs subsaharienNEs, elle est visée alors que l'État persécute les militantEs de la flottille du Soumoud et que les peines pleuvent sur les défenseurEs des droits humains et les avocatEs opposantEs au régime de Kaïs Saïed. Celui-ci multiplie les références nationalistes et les théories du complot racistes, dissimulant derrière un pseudo anti-impérialisme une politique nationaliste qui révèle les contradictions historiques du développement de l'État tunisien depuis l'indépendance.

Dossier réalisé par Ashraf Yourchid

LES ANNÉES COLONIALES

Dans les années 1880, la Tunisie est un petit royaume beylical disposant d'une large autonomie au sein de l'empire ottoman. Elle subit rapidement la rapacité des puissances impériales, et la France obtient l'autorisation d'en faire un protectorat, avec une administration conjointe entre l'État français — via un contrôleur général — et le bey. Très vite, un régime colonial s'impose : les décisions sont entièrement prises par les autorités françaises ; un statut de citoyen tunisien, inférieur en droits, est instauré ; le « salaire colonial » est généralisé, justifiant au nom de l'« attractivité » des rémunérations et avantages supérieurs pour les fonctionnaires « européens » par rapport aux fonctionnaires tunisienNEs. Ce système, toujours utilisé ailleurs dans l'empire, sert aussi de tremplin de carrière à une partie de la classe dirigeante française. Sans être une colonie de peuplement, la France encourage l'installation de populations dites européennes — « blanches et chrétiennes » — venues de France, mais aussi d'Italie, de Malte, etc.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

À la fin de la Première Guerre mondiale émergent les premiers groupes indépendantistes et anticoloniaux. L'opposition, comme « L'étudiant tunisien », reste d'abord limitée à des intellectuelLEs réclamant surtout l'autonomie et l'égalité avec les colons, mais n'échappe pas à la répression.

Le parti constitutionnel Destour est créé au début des années 1920. Face à l'intransigeance de l'État français, une nouvelle génération d'intellectuelLEs formés en France fonde dans les années 1930 le néo-Destour, qui devient la principale force de la lutte pour l'indépendance.

Dans le même temps, malgré son soutien de principe aux luttes nationales, la 3^e Internationale se développe peu en Tunisie. Le parti communiste tunisien n'est créé qu'en 1939, et sa section des années 1920 reste majoritairement européenne. Le moment du Front populaire diffuse des aspirations à l'égalité dans les colonies, mais le gouvernement français et le Parti communiste — aligné sur Moscou — estiment que l'indépendance de la Tunisie « ferait le jeu des fascistes ». La répression sanglante des manifestations de 1938, qui fait plusieurs dizaines de morts, marque une rupture décisive et conduit à l'autonomisation du mouvement national tunisien autour de Bourguiba, emprisonné à l'issue de ces événements.

L'APRÈS-GUERRE ET LA FIN DE L'EMPIRE

La Deuxième Guerre mondiale constitue un tournant pour les aspirations nationales des pays colonisés : l'affaiblissement politique,



Coiffé de son fez, Bourguiba prononce un discours à Bizerte le 13 janvier 1952. © WIKIMEDIA COMMONS

économique et militaire de la France ouvre des brèches pour les mouvements de libération. Bourguiba, libéré par les Nazis mais opposé au fascisme, s'impose alors comme leader du mouvement national. Après les guerres coloniales à Madagascar et en Asie, la France doit concéder l'indépendance à la Tunisie en 1956, dans un contexte marqué aussi par celle du Maroc et le début de la guerre d'Algérie. Les décolonisations desserrent partiellement l'étau impérial, mais révèlent la persistance d'une dépendance à un système capitaliste qui maintient ces pays dans la pauvreté. En Tunisie, l'indépendance se distingue par un relatif écart avec les normes sociales traditionnelles et des avancées notables en matière de droits des femmes, y compris en comparaison de l'ancien pays colonisateur. Mais ces évolutions coexistent avec une dérive autoritaire et une insertion subordonnée aux marchés mondiaux : Bourguiba se proclame président à vie en 1975 et, après 1968, réprime durement toute opposition, condamnant de nombreux militantEs d'extrême gauche à de longues peines de prison, après avoir promis de les « exterminer un à un ».

LA FIN DU MYTHE DU DÉVELOPPEMENT

Les révolutions nationales reposaient sur l'idée d'un développement, certes plus lent, des forces productives permettant à terme un rattrapage du niveau de richesse des pays occidentaux. Ce mythe s'effondre au tournant des années 1980. Les émeutes du pain en 1986, provoquées par la suppression des subventions sur la farine et la semoule, sont réprimées dans le sang, avant que Bourguiba ne soit contraint de reculer.

Dans le même temps, la dette se creuse et les pressions du FMI et de la Banque mondiale pour des restructurations s'intensifient. La

Tunisie ne résout alors aucun des défis posés par le capitalisme et son tournant néo-libéral : chômage croissant des diplôméEs, déséquilibres persistants entre l'intérieur (pauvre) et le littoral (moins pauvre). En l'absence d'alternative à gauche, cette situation favorise aussi le développement de l'islam politique.

L'EXPANSION NÉOLIBÉRALE BRUTALE ET AUTORITAIRE

En 1987, par un « coup d'État médical », Ben Ali dépose Bourguiba pour sénilité. Il impose les réformes néolibérales tout en s'enrichissant personnellement. Entre 1987 et 2016, des centaines d'entreprises publiques sont

privatisées et l'économie est réorientée : 90 % de la production textile est destinée à l'exportation vers l'Europe, avec une forte hausse de l'emploi des femmes dans ce secteur. Mais cette évolution s'accompagne d'une dégradation des conditions de travail et des droits, tandis que la dette extérieure explose. La Tunisie adhère au GATT en 1990 puis à l'OMC en 1995.

Dans le même temps, la répression s'intensifie. Sous prétexte de lutte contre la menace islamique — en écho à la décennie noire en Algérie — Ben Ali élimine toute opposition et met l'économie au service de son clan. La libéralisation économique s'accompagne d'une dictature de plus en plus brutale. La crise de 2008 frappe durement le pays et relance les luttes sociales : dans les bassins miniers, grèves et mobilisations contre la corruption, les licenciements et les atteintes à l'environnement sont violemment réprimées. Des centaines de personnes sont emprisonnées, des dizaines tuées ou blessées. Gafsa constitue ainsi une répétition générale de la révolution à venir.

LA RÉVOLUTION

En décembre 2010, la révolution tunisienne balaie en quelques jours un régime corrompu et ultra-violent. À l'origine du printemps arabe, elle transforme profondément la société sans pour autant lever les contradictions économiques et politiques. Les gouvernements successifs n'enrayent pas la spirale de la dette ni l'accaparement des richesses par une minorité.

Malgré une Constitution audacieuse et certaines avancées contre les oppressions, ils se discréditent, ouvrant la voie à Kaïs Saïed, qui accède au pouvoir total via un coup d'État en 2021 avec le soutien d'une partie majoritaire de la population. En agitant la menace islamiste, les complots étrangers et un racisme décomplexé, il s'impose dans une société fragilisée par la crise du Covid. S'il refuse les privatisations exigées par le FMI, il accepte les financements européens, notamment via Darmanin, pour sécuriser les frontières de l'Europe.

Son pouvoir se durcit : opposantEs emprisonnéEs, rhétorique des menaces « extérieures », souvent teintée d'antisémitisme et de racisme. Mais les contradictions économiques persistent et ne laissent entrevoir, pour maintenir le régime, qu'un recours accru à la répression.



RÉPRESSION

Questions de classe(s) attaqué en justice pour antifascisme

Questions de classe(s) est un collectif militant et pédagogique. Il regroupe des acteurEs de l'éducation autour des thématiques pédagogiques, syndicales et de lutte. Ce collectif est aujourd'hui attaqué en justice pour une publication antifasciste.

En 2024, *Questions de classe(s)* réalise une cartographie de l'extrême droite dans l'éducation. Celle-ci reprend les différentes personnalités et organisations qui tentent de peser sur l'Éducation nationale avec leurs objectifs. C'est la présence du syndicat Action et Démocratie (CFE-CGC) sur cette cartographie qui a fort déplu à son vice-président René Chiche et qui l'a convaincu d'attaquer en justice le collectif. Le syndicat reproche à *Questions de classe(s)* de lui porter préjudice ainsi qu'à l'honneur de son dirigeant.

Une coquille syndicale de l'extrême droite

Aujourd'hui Action et Démocratie apparaît comme l'une des organisations syndicales les plus réactionnaires de l'Éducation nationale. Elle a pris part à des campagnes contre l'EVARS (Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle), contre l'inclusion des élèves en situation de handicap et contre « la multiplication des élèves allophones dans [les] classes ». De plus, le collectif Racine, ancien groupe d'enseignantEs du Front national passé chez Philippot, a appelé à voter pour les listes d'Action et Démocratie lors des dernières élections professionnelles.

La place du syndicat sur cette cartographie prend alors tout son sens. Mais, comme nous l'apprend l'assignation, celle-ci le gêne à l'approche des élections professionnelles, qui auront lieu cette année. C'est pour cela qu'Action et Démocratie a intenté un procès pour demander la suppression de leur mention ainsi que la condamnation de *Questions de classe(s)*.

Une procédure bâillon

Questions de classe(s), en la personne du directeur de publication de son site, Gregory Chambat, est convoqué devant le juge le 30 mars à Lyon. Cette procédure vise à faire taire une voix dans l'éducation qui promeut un enseignement émancipateur, antiraciste, féministe et profondément révolutionnaire.

Face à cette attaque, solidarité avec *Questions de classe(s)* et Gregory Chambat dans cette attaque de l'extrême droite ! Une cagnotte afin d'aider à payer les frais de justice a été mise en place et un rassemblement afin d'accompagner le camarade s'organise le 30 mars à Lyon. Une condamnation serait un très mauvais signe pour les perspectives antifascistes dans l'enseignement.

Radu Varl



Tribune de soutien : <https://www.change.org/p/soutien-%C3%A0-questions-de-classe-s-attaqu%C3%A9-en-justice-par-ren%C3%A9-chiche-action-et-d%C3%A9mocratie>



Cagnotte : <https://www.helloasso.com/associations/questions-de-classe-s/collectes/aidez-questions-de-classe-s-a-se-defendre-en-justice>

À Lire sur le site



La loi sur l'aide à mourir, une question de liberté plus que de dignité !, entretien avec Annie Wallet, coprésidente de l'association « Le Choix, Citoyens pour une mort choisie »

SYNDICALISME

Assises de la santé des travailleurEs : utiles et nécessaires !

Les Assises de la santé des travailleurEs se sont tenues pour la troisième année consécutive à Paris, réunissant les 17 et 18 mars 2026 plusieurs centaines de personnes.

Syndicalistes, médecins et inspecteurEs du travail, universitaires, expertEs... ont échangé et débattu lors de plénières et ateliers organisés par la CGT, la FSU, Solidaires et de nombreuses associations impliquées sur les questions de santé des travailleurEs tant en France qu'à l'international.

Des débats riches et utiles

Les thèmes abordés sont ancrés dans la réalité de nos préoccupations de militantEs du monde du travail au quotidien : accidents, maladies professionnelles, risques chimiques, risques psycho-sociaux, enquêtes... Des ateliers ouvrent aussi des perspectives plus larges sur les liens entre pollution des riverainEs et santé des travailleurEs, les responsabilités des entreprises à l'échelle internationale dans les chaînes d'approvisionnement ou encore le réchauffement climatique. Les interventions permettent de partager des expériences d'actions syndicales concrètes, qui restent sinon trop peu visibles, mais aussi de



travailler des questions pour un syndicalisme de transformation sociale qui se préoccupe de la marche de l'ensemble de la société.

Améliorer l'organisation des Assises

L'organisation concrète des Assises repose aujourd'hui sur très peu de camarades, pour une part des hommes à la retraite qui sont convaincus de l'importance de cette initiative et qui lui consacrent des efforts importants. Cet état de fait a eu pour conséquence de rendre difficiles la participation et l'implication des femmes. Après avoir publié un texte explicitant les problèmes et violences rencontrés et s'être réunies, un nombre important de femmes présentes lors de ces Assises a réclamé que soient réellement prises en compte les problématiques spécifiques des femmes

afin de leur permettre de prendre toute leur place dans ces rencontres. Une des conditions pour une meilleure prise en charge collective, et donc de pouvoir répondre à ces exigences, est sans doute la formalisation d'un collectif organisateur des Assises et une réelle implication des organisations syndicales. Un outil pour nos luttes et pour l'unité de notre classe Cette initiative, qui rassemble trois syndicats et de nombreuses associations, est, comme les intersyndicales femmes qui auront lieu les 2 et 3 avril prochains, une occasion importante de construire les convergences, de faire du lien entre des réseaux militants combatifs et présents sur le terrain, de faire progresser la prise en charge des questions écologiques, internationalistes et d'oppressions spécifiques. Plus d'une dizaine de militantEs du NPA-A ont participé à ces Assises,

mais notre implication dans cette échéance importante pourrait utilement être renforcée.

Nos vies valent plus que leurs profits

Mais surtout se pose la question de comment faire émerger ces questions de santé au travail à une échelle large. Alors qu'il y a plus de deux morts par jour au travail et que les maladies professionnelles sont en augmentation, le silence à ce sujet est assourdissant. L'intensification et la dégradation des conditions de travail, le recul de l'âge de la retraite, la précarité... conduisent à une augmentation significative des accidents, des maladies professionnelles et des morts. Les jeunes font partie des catégories les plus touchées avec 2,5 fois plus de victimes d'accidents du travail que l'ensemble des salariéEs. Cinq mineurEs sont mortEs en 2025 : ils et elles étaient stagiaires de Troisième et de Seconde en observation, apprentiEs ou lycéenNEs en Bac pro.

Le 28 avril, des mobilisations auront lieu pour la journée mondiale de la Santé et de la Sécurité au Travail. Il y a urgence à construire une campagne large et unitaire pour dénoncer la course aux profits qui conduit à accroître de manière insupportable l'exploitation des travailleurEs et qui tue tous les jours.

CorrespondantEs

À GAUCHE Jospin, refuser un hommage sans inventaire

La mort de Lionel Jospin, le lundi 23 mars, a suscité une avalanche d'hommages quasi unanimes. Premier ministre de 1997 à 2002, il est salué comme une figure «intègre», un homme d'État, une référence morale. Pourtant...

MORT DE LIONEL JOSPIN



Le gouvernement Jospin est celui qui a le plus privatisé et ouvert des secteurs publics à la concurrence — France Telecom, Air France, autoroutes, banques, assurances... Il accompagne les orientations européennes de libéralisation, notamment avec l'agenda de Lisbonne et les critères de Maastricht. La loi sur la sécurité quotidienne (LSQ) de 2001 renforce les dispositifs de contrôle et de répression. La gestion des mobilisations sociales, notamment celles des chômeurEs à la fin des années 1990, s'appuie sur les forces de répression.

Dans l'enseignement supérieur, le processus de Bologne engage une restructuration en profondeur, dans le sens de la mise en concurrence et de l'adaptation aux besoins du marché.

Des conséquences politiques

En 2002, Jospin part favori pour l'élection présidentielle. Au cours de la campagne, il déclare : « le projet que je propose au pays n'est pas un projet socialiste, c'est une synthèse de ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire la modernité ».

Au premier tour, le 21 avril 2002, le total de la gauche atteint 43 %, mais Jospin est éliminé avec seulement 16 % des voix. Les politiques menées pendant cinq ans ont amené une grande partie de l'électorat de gauche à se porter sur d'autres candidatEs : Laguiller (LO) fait 5,7 %, Besancenot (LCR) 4,2 %, Chevènement et Mamère plus de 5 %, Hue et Taubira 3 et 2 %... Avec près de 17 % des voix, le candidat de l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, accède pour la première fois au second tour. Le candidat Jospin, dont le projet n'était définitivement pas socialiste, déclare le soir même : « Je me retire définitivement de la vie politique ».

On comprend que les héritierEs du PS aient quelque nostalgie, tant l'ère de Hollande, Valls et Macron aura été pitoyable. Mais la séquence Jospin illustre la politique du PS : libérale sous un vernis progressiste. Jospin avait revendiqué un « droit d'inventaire » sur les politiques des septennats Mitterrand, mais pour en reconduire les impasses. À l'heure où certainEs rêvent de réhabiliter le PS pour 2027 et où d'autres s'inscrivent dans ses pas, il est donc nécessaire de se souvenir de ce bilan et d'en tirer des conséquences politiques.

Olivier Lek Lafferrière

Premiers bilans de nos campagnes municipales

Le NPA-l'Anticapitaliste était engagé dans 41 listes lors de ces élections municipales. La rédaction propose une synthèse à partir des remontées de nos correspondantEs dans une partie des communes où nous étions impliqués.



DES ÉLU·E·S ANTICAPITALISTES

Plusieurs militantEs du NPA-l'Anticapitaliste ont été éluEs à l'occasion de ces élections municipales, dans des contextes divers. On peut citer notamment : **Aline Zezima** à Tournissan (11), **Baptiste Peyronnet** à Cusset (03), **Christian Veldeman** à Roubaix (59), **Dalila Belaid Artis** à Millau (12), **Éric Defranould** à Gérardmer (88), **François Mailloux** à Montreuil (93), **Jean-Paul Debest** à Quimper (29), **Johnny Lafresnaye** à Alençon (61), **Madeleine Parpet** à Toulouse (31), **Thomas Miele** à Ivry (94).

ALENÇON

La liste Gauche Unie (Écologistes, NPA-A, PCF, Pôle Citoyen et des militantEs LFI), dont nous avions la tête, a obtenu 15,2% au 1^{er} tour après une campagne riche en réunions publiques, porte-à-porte et tractages autour d'un programme de rupture. La campagne a été marquée par le LFI-bashing politico-médiatique et la méfiance envers le NPA-A, pourtant très implanté localement. À l'issue du premier tour, nous avons choisi de ne pas fusionner avec la liste PS sortante, dont la composition incluait des macronistes et des personnalités de droite, et parce que le total des deux listes (32%) ne permettait pas de battre la droite (31% avec 17% de réserves). Ce choix a été critiqué par une partie de l'électorat, mais soutenu dans les quartiers populaires et par notre camp social. Au second tour, nous perdons 2 points au profit du PS. Nous obtenons 2 sièges au Conseil municipal et sortons de cette séquence avec un collectif de résistance aux politiques de droite et d'extrême droite, point d'appui pour les luttes locales et les échéances à venir.

IVRY^S/SEINE

À l'issue de la quadrangulaire opposant le Front populaire ivryen, auquel participe le NPA-A, à la droite, au RN et à un collectif citoyen proche du PS, notre liste a obtenu plus de 53% des voix. L'extrême droite, malgré une mobilisation limitée, entre pour

la première fois au conseil municipal. La campagne a rencontré de nombreux soutiens mais aussi une forte colère et désillusion, se traduisant par une abstention élevée (54%). Le NPA-A obtient un élu, qui ne sera ni adjoint ni solidaire de la gestion, notamment sur les questions budgétaires. Il défendra la nécessité de préserver des politiques sociales ambitieuses et refusera les compromis qui font des agents municipaux et des habitantEs les plus précaires des variables d'ajustement. Nous savons que nous ne serons pas seulEs à porter ces exigences dans la majorité municipale, indispensables pour remobiliser notre camp et faire reculer l'extrême droite.

KEMPER QUIMPER

La Gauche Insoumise et Anticapitaliste fait son entrée à Kemper. Au terme d'une campagne éprouvante mais enthousiasmante, la liste Union pour Kemper, Solidaire et Populaire obtient 2 éluEs, Marie de LFI et Jean-Paul du NPA-A, loin derrière la maire PS qui frôle les 50%. Au-delà de ces éluEs, la liste s'est affirmée par sa diversité, sa détermination et son engagement pour la justice sociale, la gratuité des transports, la santé, les services publics, une ceinture alimentaire autour de la ville et contre la surenchère sécuritaire. Notre présence indépendante au conseil municipal constitue un fait politique (malgré l'entrée de 2 élus RN) inattendu pour les tenants de l'« alternance gauche/droite ». Elle nous donne des responsabilités pour poursuivre

ces axes et renforcer le lien avec les quartiers et les luttes, comme lors de la mobilisation du 21 mars contre le racisme, le fascisme, les violences d'État et pour l'égalité des droits.

MONTREUIL

Avec 57,7% des voix au premier tour, c'est le meilleur score national pour une liste d'union de la gauche et des écologistes dans une ville de plus de 100 000 habitantEs. La liste rassemblait le PCF, Les écologistes, le PS, l'Après, Génération.s, le NPA-A, le parti animaliste et des citoyenEs engagéEs. Elle obtient 45 éluEs, dont le maire sortant Patrice Bessac et un camarade du NPA-A. Les autres listes recueillent 22,5% et 6 éluEs pour LFI, 8,9% et 2 éluEs pour LR, 7,2% et 2 éluEs pour une liste centriste et moins de 1,6% pour LO, le PT et une autre liste citoyenne. Ce résultat s'appuie sur l'union et sur une politique menée depuis 2014, avec des avancées comme la régie publique de l'eau, une mutuelle et une cantine municipales, ainsi que des acquis importants (40% de logements sociaux, foyers de travailleurs immigrés, centres de santé). La campagne a été très dynamique, avec près de 5 000 contacts et de nombreuses initiatives. La campagne agressive de LFI a été sanctionnée, alors que Mélenchon y avait obtenu 55% et LFI 34,5% aux européennes. Avec un élu NPA-A disposant d'une délégation, il s'agit désormais de mettre en œuvre un programme social et écologique ambitieux et de redonner espoir à notre camp social.

PAU

Le NPA-A a participé à Pau à un collectif rassemblant plusieurs partis (PS, PCF, Écologistes, l'Après...) et des personnes non encartées, avec l'objectif de battre Bayrou et de freiner le RN. Si le premier objectif a été atteint à la faveur d'une triangulaire, la progression du RN se confirme. La campagne a été dynamique, avec un fort engagement militant et un programme ancré à gauche. Pour le 2^e tour, la tête de liste PS et une majorité des candidatEs ont refusé de fusionner avec LFI, qui n'avait pas participé à la liste unitaire au premier tour et proposait une fusion technique. Une partie de la liste, dont le NPA-A et l'Après, y était favorable, mais la majorité a estimé avoir plus à perdre qu'à gagner. Le NPA-A s'est donc retiré, comme annoncé depuis le départ, et a appelé à battre le RN et Bayrou. Cette campagne marque une phase de reconstruction locale : elle a permis de faire connaître le NPA-A, et notre retrait entre les deux tours a été globalement compris et soutenu dans le milieu militant.

ST-OUEN^S/SEINE

Un nouveau comité NPA et un collectif militant plein d'espoir pour les luttes à venir. Avec 28,2% des voix et une présence au second tour, la liste Pour Saint-Ouen, à laquelle participaient trois membres du NPA-l'Anticapitaliste, peut être fière de son bilan. Menée par Manon Montmirel, elle rassemblait des militantEs de LFI, Génération.s, des Verts populaires et des citoyenEs non encartés. Karim Bouamrane (PS) est réélu avec 56%. La campagne s'est structurée autour de la défense des services publics et du logement, dans un contexte de gentrification et de dysfonctionnements de la Semiso. Les militantEs ont notamment participé aux mobilisations du DAL. Six éluEs entrent au conseil municipal (4 LFI, 1 Génération.s, 1 écologiste), le NPA restant sans élu. Cette campagne a permis de relancer un comité NPA local et d'amorcer un travail militant durable, avec notamment un premier combat unitaire pour la pérennisation d'un foyer d'hébergement d'urgence municipal.

PARIS

À Paris, deux candidatEs d'extrême droite se présentaient en plus de Rachida Dati (LR), faisant peser un risque réel de bascule de la mairie, renforcé par la candidature de Knafo (Reconquête). Dans ce contexte, le NPA-A a mené campagne contre l'extrême droite et la droite réactionnaire, en s'associant à des initiatives comme Éteignons la flamme et en diffusant un tract « Ni fachos, ni réacs dans nos mairies ! ». Cette intervention a été bien reçue, malgré l'absence de liste NPA-A. Le début de campagne a été marqué par la mort du militant fasciste Quentin Deranque et une offensive médiatique contre les ex-militantEs de la Jeune Garde, fragilisant les dynamiques unitaires. Avec le ralliement de Bournazel et le retrait de Knafo, l'objectif restait de battre Dati. Si le maintien du PS à la tête de la mairie ne suscite pas d'enthousiasme, le pire a été évité.

ROUBAIX

À Roubaix, la victoire du député David Guiraud était attendue, portée par une présence continue aux côtés des plus exploités et des luttes de la classe ouvrière. Dans une ville marquée à la fois par la richesse de grandes fortunes comme Arnault et Mulliez et par une pauvreté massive (45% sous le seuil de pauvreté, plus de 60% d'abstention), l'absence de la gauche institutionnelle est frappante : invisible, sans projet de rupture, allant jusqu'à envisager des discussions avec la droite contre LFI. Le programme porté repose sur des mesures concrètes (arrêt des démolitions de logements sociaux, préservation des courées). La liste rassemble surtout des anti-libéraux et des militantEs des mouvements sociaux. La campagne, ouverte et dynamique, a permis aux anticapitalistes d'y prendre leur place. Reste désormais à poursuivre la mobilisation pour concrétiser ces orientations.

THIAIS

Le maire LR sortant Richard Dell'Agnola est réélu dès le premier tour avec 71,5% et 34 éluEs, en l'absence de liste RN et macroniste, concentrant ainsi l'ensemble des voix de droite et d'extrême droite. Au pouvoir depuis 43 ans, il bénéficie d'un solide ancrage local. La liste unitaire NFP (« Thiais pour Tous », LFI, PS, PC, Écologistes, NPA-A) obtient 25,2% et 5 éluEs, en progression par rapport à 2020 (+ 4,1% et + 1 éluE), malgré un contexte national défavorable. LO progresse également avec 3,3%. Au-delà du scrutin, l'enjeu reste le renforcement de l'implantation dans les quartiers populaires et la construction des luttes pour la justice sociale, les services publics et contre le racisme et le fascisme.

TOULOUSE

La droite l'emporte à Toulouse mais le NFP est vivant. Jean-Luc Moudenc est réélu avec plus de 53% face à François Piquemal (LFI), en faisant le plein des voix d'extrême droite et en mobilisant des électeurEs abstentionnistes autour du « danger mélenchoniste », dans une campagne de caniveau appuyée par le MEDEF. Il a aussi bénéficié de l'hostilité de Carole Delga et du PRG à l'union de la gauche, qui ont contribué à détourner une partie de l'électorat socialiste. Malgré la déception, la campagne a été forte, rassemblant dès le 1^{er} tour la gauche radicale et anticapitaliste, des militantEs des quartiers populaires et des écologistes. L'accord d'union, obtenu après le premier tour, a permis de recruter localement le NFP, avec la participation de forces allant du PS au NPA, ainsi que d'associations, du mouvement féministe et de syndicats comme la CGT et la FSU. Cette dynamique a suscité un réel espoir dans l'entre-deux-tours. Elle n'a pas suffi à l'emporter, mais elle indique une voie pour les mobilisations à venir. Avec son élue au Capitole, le NPA 31 y contribuera pleinement.

ENTRETIEN «Toutes les évaluations du dispositif SECPA ont été positives et pourtant les financements du centre communautaire sont arrêtés»

À Montpellier, travailleurEs et patientEs luttent ensemble contre la fermeture de leur centre de santé communautaire.

150 personnes se sont réunies le jeudi 26 février dernier devant la CPAM de l'Hérault pour demander le maintien des financements du centre de santé communautaire Human Santé, menacés, comme pour 25 autres centres en France, par Matignon. Nous avons interrogé les travailleuses et patientEs du centre ainsi qu'un membre de la coordination du social et du médico-social contre les coupes budgétaires.

Qu'est-ce que la santé communautaire ? En quoi modifie-t-elle votre pratique ?

Camille C (coordinatrice à Human Santé) : Pratiquer la santé communautaire, c'est accueillir toutes et tous dans des conditions favorables à la santé, faire de la promotion et de la prévention en santé, proposer une prise en charge globale avec plusieurs professionnelLEs en exercice coordonné, avoir des temps hors consultation pour se retrouver et s'entraider pour des patientEs qui demandent davantage d'accompagnement. C'est aussi questionner les rapports de domination, entre salariéEs — puisqu'on est en autogestion sans hiérarchie — et entre salariéEs et patientEs.

Pratiquer la santé communautaire, c'est accueillir tout le monde, avec une prise en charge globale, et questionner les rapports de domination

Camille M (médecin à Human Santé) : Notre prise en soin ne se base pas uniquement sur la pathologie, elle est plus globale. Par exemple, si une personne parle peu français et a des difficultés d'accès aux soins, elle va pouvoir être aidée par mes collègues médiateurEs. Elle va également avoir accès à des séances d'activité physique adaptée, à des séances avec une psychologue ou encore à un groupe de marche et de remise en mouvement. Cet accès gratuit et pluri-professionnel est hyper précieux, on n'a ça nulle part ailleurs. Je ne me verrais plus trop exercer seule en cabinet, ça me paraîtrait beaucoup trop compliqué, surtout pour un public qui accumule parfois énormément de vulnérabilité et de difficultés sociales.

Pourquoi vous mobilisez-vous aujourd'hui ?

Camille M : En fait, tous ces temps hors consultation, cet accès aux autres professionnelLEs, les ateliers de prévention et promotion en santé, le tiers-payant intégral... tout ça était financé par un dispositif appelé SECPA, expérimenté depuis 2021. On a appris en janvier que cette expérimentation s'arrêtait et on est entréEs dans une période de transition en attendant de rentrer



dans le droit commun afin que les financements puissent être pérennes. Mais finalement on nous a dit que la période de transition allait s'arrêter sans que l'on rentre dans le droit commun. Donc on ne sait pas du tout comment on sera financé après octobre 2026, ce qui met en danger tout le centre de santé, ses salariéEs et ses patientEs. L'activité des médecins s'auto-finance, mais si tous mes collègues s'en vont, il ne faut pas croire que les médecins vont rester travailler ici seulEs.

On aimerait que les financements se maintiennent, entrent dans le droit commun et s'élargissent

Camille C : Sachant qu'on n'est pas seulEs dans ce cas, on est 26 structures dans cette expérimentation. Et ce qu'on aimerait c'est que les financements se maintiennent, entrent dans le droit commun, mais aussi s'élargissent à toutes les structures qui le demandent en intégrant ce financement dans le PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) 2027. On en accompagne beaucoup qui veulent se monter, toutes les évaluations du dispositif SECPA ont été positives et pour autant on nous arrête les financements donc on ne comprend pas cette décision du ministère de la Santé et de Matignon.

Pour quelles raisons des patientEs participent-ils à cette mobilisation ?

Didier (patient du centre Human Santé) : Un centre de santé communautaire, c'est vraiment une manière très différente d'aborder la médecine. On a plus de temps, on a l'impression d'être beaucoup plus écouté, on vient pas simplement chercher une ordonnance et repartir, on repart avec des conseils qui nous permettent de régler nos problèmes.

Elena (patiente du centre Human Santé et présidente de l'association) : J'ai beaucoup d'ateliers, ils veulent qu'en tant que patientEs on prenne notre santé en main et qu'on soit acteurEs ! D'ailleurs Human Santé est une association et la présidente, le secrétaire et le trésorier sont des patientEs !

Un centre de santé communautaire, c'est vraiment une manière très différente d'aborder la médecine.

Didier : Le centre c'est un endroit où on peut s'arrêter quand on passe, discuter avec les animateurEs et d'autres patientEs, rester un moment dans la convivialité.

Elena : On est tellement bien en tant que patientEs dans ce lieu, on s'y sent aussi en co-création, donc on participe aussi aujourd'hui, on n'a pas envie de perdre notre centre, on veut que ça continue et la médecine devrait être comme ça partout !

En quoi la lutte des éducateurEs de rue est-elle liée à celle d'Human Santé ?

Yoann (éducateur spécialisé dans l'accompagnement administratif au droit au logement et membre de la coordination du social et du médico-social contre les coupes budgétaires) : En amont de la coordo il y a eu une grosse mobilisation menée par APS34, des éducateurEs de rue, contre les coupes budgétaires qui menaçaient leur structure. L'équipe entière s'est mobilisée et d'autres travailleurEs du secteur se sont jointEs à la mobilisation pour montrer que la réalité des coupes budgétaires touchait plusieurs associations et services et a des conséquences sur les conditions de travail et l'accompagnement des personnes. On a ensuite tenté d'élargir la lutte au-delà du secteur social pour apporter une réponse collective aux coupes budgétaires qui suivent la même logique dans la santé, dans la culture et l'ensemble des services publics.

La coordo a subi toute une vague de répression en fin d'année dernière, on a vu de nombreux salariéEs membres être licenciés de manière abusive et des services entiers fermer.

Donner des soins dans une démarche globale coûte beaucoup moins cher que laisser la santé des gens déperir

Pour ce qui est d'Human Santé, en tant qu'éducateur on a rapidement identifié le centre comme un partenaire très sûr avec une démarche de santé globale, on y a orienté beaucoup de personnes en sachant qu'elles seraient accompagnées et en sécurité. En plus, il est prouvé que donner des soins dans une démarche globale coûte beaucoup moins cher que laisser la santé des gens déperir. Cette coupe des financements c'est aussi une attaque envers les personnes précarisées et sans papiers. Alors dès l'annonce on a voulu se mobiliser aux côtés des travailleurEs du centre. Au-delà d'un soutien, l'idée est de faire coordonner leurs luttes et les nôtres et celles d'autres secteurs, pour s'opposer à une logique de dégradation des budgets des services publics !

Comment voyez-vous la suite de la mobilisation ?

Camille C : Pour ce qui est de la suite, le cabinet du ministère de la santé s'est dit prêt à travailler avec nous sur une nouvelle charte mais nous a prévenuEs que ça bloquerait à Matignon. Selon comment ça avance, on appellera à de nouvelles mobilisations et surtout quand le débat du PLFSS va commencer, c'est-à-dire en octobre 2026, là il va falloir vraiment charbonner !

Propos recueillis par Kiks du NPA-A Montpellier

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA.Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[lanticapitaliste.presse](https://lanticapitaliste.presse.fr)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.fr)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°172-173 est toujours disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org